

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50 F

MERCREDI 15 DECEMBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

ESPAGNE: Entre le
référendum et le terrorisme

LA DEMOCRATISATION DOIT ETRE

L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS !

Un groupe de terroristes espagnols vient d'enlever le président du conseil d'état, Antonio María de Oro.

Il ne fait pas de doute que ce groupe ait voulu par cette action spectaculaire marquer un coup avant le référendum sur la réforme des institutions. Il s'agit pour ces hommes de montrer leur désaccord avec une réforme qui n'est qu'une manoeuvre de la bourgeoisie espagnole pour mieux diriger le pays où l'opposition à la dictature est forte.

Certes, les révolutionnaires et la classe ouvrière espagnole n'ont aucune confiance à faire à ces réformes. Il s'agit pour Juan Carlos de donner à l'Espagne un paravent démocratique lui permettant d'étouffer l'opposition et faciliter ses relations avec les états démocratiques bourgeois européens. Cela c'est le côté jardin. Le côté cour, lui, est bien sinistre: dictature, répression, emprisonnements, non reconnaissance des partis politiques de gauche, étouffement des minorités nationales continuant d'être le lot du peuple espagnol. Il faut dénoncer, bien sûr, l'hypocrisie de la politique du pouvoir espagnol.

Mais, reste à savoir si les méthodes utilisées par le "GRAFO" qui a revendiqué l'enlèvement et qui, aux dires de la presse, serait une organisation se réclamant du marxisme, permettent de lutter efficacement contre le régime.

Au moment où la lutte politique bat son plein en Espagne; au moment où les esprits sont mobilisés autour du référendum, les révolutionnaires dignes de ce nom doivent aussi se placer sur le terrain politique et profiter au maximum de ce climat pour développer leurs idées et rallier des travailleurs à leur point de vue.

La révolution prolétarienne ne se prépare pas par des coups de main par-dessus la tête des travailleurs, mais par une lutte politique profonde et acharnée contre la bourgeoisie, faisant appel à la conscience et à la participation propre de la classe ouvrière. Il est vrai que cet objectif n'est pas celui de la gauche espagnole réformiste.

Cela n'excuse en rien ceux qui ont comme seule politique les enlèvements d'individus, les attentats, actions de désespoir sans aucune issue.

FRANCE

LE TORCHON BRÛLE DANS LA MAJORITÉ

Les hommes de la majorité au pouvoir en France sont comme ce personnage de Molière qui disait en ouvrant grand les yeux: "Cachez ce sein que je ne saurais voir". De tous les côtés, dans cette majorité, on affirme, la main sur le coeur - mais le poing brandi - qu'on est unitaire autour du président. On prétend qu'il n'y a pas de problèmes, mais on s'attaque à qui mieux mieux.

La guerre se fait sans déclaration officielle. Les Républicains Indépendants font des allusions aux paroles inconsidérées de "certains", et tout le monde sait qu'il s'agit de Chirac; et quand du côté de Chirac on parle des "hésitations du pouvoir", c'est Giscard qui en prend pour son grade!

Les hostilités sont donc irrémédiablement ouvertes et vont certainement

passer par bien des péripéties. Les objectifs des tenants de la "majorité" ne sont pas les mêmes. Mais tous ont en commun de défendre les mêmes intérêts et la même politique. La différence étant sur la manière qu'ils ont chacun de s'y prendre pour faire payer la crise aux travailleurs tout en accordant aux patrons toutes les facilités pour faire face à leurs difficultés.

Ainsi, après avoir conservé quelque temps l'apparence du régime fort mis en place par de Gaulle en 1958 - régime qui refusait de dépendre des parlementaires - la cinquième république, avec Giscard, revient finalement aux moeurs en vigueur sous la quatrième. On a beau dire que

(suite en page 2)

GUADELOUPE

FR3: "A VOUS DE JOUER"
NE CACHE PAS L'INDIGENCE DES PROGRAMMES

C'est avec un sentiment de fierté que la télévision présentait le premier jeu télévisé entièrement réalisé en Guadeloupe par le directeur artistique de FR3 Claude Vernik, et présenté par Robert Belaye: "A vous de jouer". Ce jeu consiste, comme tous les jeux de ce genre, à poser des questions et à attribuer des points pour les réponses. La récompense finale étant une certaine somme d'argent.

La différence entre ce jeu-ci et ceux qui passent habituellement, c'est d'abord que les Antillais vivant en Guadeloupe pourront y participer et donc ne se contenteront plus de vibrer par procuration, si on peut dire, aux exploits des joueurs de France. Deuxième différence, c'est que des questions concernant l'histoire et l'actualité des Antilles y seront posées à côté des questions plus générales.

Il va sans dire que cette réalisation a donc connu un succès dès sa première édition.

Il n'est pas dans notre intention évidemment de nous livrer à ce que Belaye a appelé la "palabre négative", qui est le fait, en général, de gens

ayant l'attitude classique des colonisés, c'est-à-dire: trouver systématiquement mauvais tout ce qui est produit ou créé sur place par leurs propres congénères.

Nous ne voulons pas nous en prendre à ce jeu-là en particulier. Nous croyons pourtant que cette réalisation limitée de FR3 ne suffit pas pour nous faire oublier l'indigence générale des programmes. Indigence qui n'est évidemment le fait ni des présentateurs, ni des journalistes. C'est la maison FR3 elle-même qui est marquée du sceau de cette pauvreté d'idées et de réalisations, ne serait-ce qu'honnêtes.

Une suite à cet article sera publiée dans notre prochain numéro.

Directeur de publication: M.E.ZOZOR
Commission Paritaire: N° 51728
Correspondant du Journal: G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal: Pointe-à-Pitre
1er supplément au mensuel N° 69

LE TORCHON BRÛLE DANS LA MAJORITÉ

(suite)

Le président est "l'élu de tous les Français" et donc qu'il n'a de comptes à rendre à personne, il n'empêche qu'il est bien obligé de tenir compte de l'avis et des humeurs de ceux qui le soutiennent au Parlement. Si le régime n'avait parfaitement bien à un de Gaulle qui avait tiré sa légitimité d'autres événements et d'autres forces que celles du parlement, il n'en est pas de même pour un Giscard.

Nous n'en sommes pas encore aux crises ministérielles de la Quatrième République, mais la droite travaille avec fébrilité à rétablir ce qui faisait

d'elle une droite incapable de gouverner tant que de Gaulle ne lui avait imposé sa férule. Les "godillots" se sentent pousser des ailes et affirment leur indépendance vis-à-vis du chef de l'état.

Mais ils seront bien incapables d'avoir une politique quelconque. Le propre de ces gens-là étant de fréquenter les allées du pouvoir afin d'y trouver quelque avantage personnel.

Ce n'est pas que cela nous surprenne. Chaque classe sociale a les dirigeants qu'elle mérite, à chaque moment de son histoire. La bourgeoisie n'échappe pas à la règle.

MARTINIQUE

après les pluies diluviennes

QU'ATTEND L'ADMINISTRATION POUR INTERVENIR ?

Une semaine après les pluies diluviennes qui ont entraîné la mort d'une personne et des centaines de millions de dégâts, rien n'a encore été fait par l'administration pour venir en aide aux victimes.

On a pu tout simplement remarquer que Noiroz-Coussin a survolé trois jours après la Martinique et a envoyé par ailleurs un télégramme à la famille de la victime.

Voilà tout ce que sait faire le représentant du colonialisme français dans ce pays : envoyer un télégramme et faire une promenade en hélicoptère.

Pourtant les événements de mardi 7 ont été suffisamment graves pour qu'un homme perde la vie et pour que des cen-

taines de personnes perdent leurs biens ou leurs récoltes.

Le gouvernement français est toujours prêt à nous chanter les vertus de la présence française et de la "solidarité nationale". Mais, dans les faits cette solidarité nationale joue plutôt à sens unique. Quand il s'agit de payer l'impôt-solidarité ou autres taxes et TVA, on sait pressurer les travailleurs antillais. Quand il s'agit de prendre des mesures sérieuses pour éviter aux populations de souffrir des calamités naturelles, là, la "solidarité nationale" ne joue plus.

Voilà qui montre bien l'inutilité et la malfeasance de la présence coloniale française aux Antilles.

LA PROLONGATION ARTIFICIELLE

DE LA VIE

un moindre mal dans notre société

Depuis 22 ans, un Français est dans le coma. Fauché à 19 ans par une voiture, il vit depuis sur un lit d'hôpital assisté d'appareils divers, mais il n'a jamais repris connaissance.

A l'occasion du 42ème anniversaire de cet homme, la presse a reparlé de ce cas. Et on a pu entendre l'opinion de divers courants : ceux qui se prononcent contre le maintien d'une vie artificielle et ceux qui sont contre la possibilité pour les hommes de décider de la mort d'un homme.

Effectivement, cette question est particulièrement délicate. On peut se demander ce qui reste d'humain à un être qui a perdu l'essentiel de ses fonctions et qui ne conserve, grâce à de nombreux appareils, que les fonc-

tions mécaniques de la vie.

Pourtant, nous pensons qu'il n'y a aucune raison de faire confiance à quelque autorité que ce soit pour décider de suspendre la vie dans ce cas, tout au moins, tant que l'on vivra dans une société dominée par l'exploitation, le profit et toutes les tares qui les accompagnent. Car admettre ce droit pour un cas particulier connu, serait la porte ouverte à d'autres décisions de ce type, pour toutes sortes de raisons. Le monde capitaliste n'est pas à une horreur près.

On ne peut oublier le massacre des débilés physiques ou mentaux sous le régime fasciste dans les années 40. Ces massacres avaient été décidés au nom de la "pureté de la race"!

MARTINIQUE

ANARCHIE A L'EQUIPEMENT

L'Équipement s'en est pris aux intempéries, aux travailleurs et aux grèves pour expliquer le retard des travaux de l'autoroute. Ceux-ci étaient prévus pour décembre, mais ne seront terminés qu'en février. Il aura donc fallu plus d'un an pour installer une buse sur un ruisseau.

Les installations précédentes, prévues pour soixante-quinze ans, n'ont tenu que dix ans.

Une fois de plus, c'est le contribuable qui paiera la note : un milliard directement versé dans les coffres-forts des sociétés : Colas, SEGTA et Gnesotto.

Détroussée une fois de plus, la population devra payer pour :

1° Le réhaussement pour la troisième fois de la portion d'autoroute du carrefour Mahault au Lamentin.

2° La bordure du quartier Châteauboeuf où la paroi en surplomb s'éboule fréquemment.

3° Les nombreux trous de la chaussée à l'occasion des dernières pluies.

4° Cette multitude de ponts dressés entre Madiana et Schoelcher.

Ce sont là autant de faits qui révèlent la légèreté avec laquelle l'Équipement traite le problème routier en Martinique, et avec quelle légèreté le gouvernement traite le contribuable.

MARTINIQUE

à Vizios les étudiants en grève

Après de multiples démarches à la Préfecture qui se sont soldées par autant d'échecs, le recours à la grève a été décidé le lundi 13 par les étudiants regroupés en assemblée générale dans un amphithéâtre comble. Les étudiants ont donc décidé que face à une administration qui se désintéresse de leurs problèmes, il faut tenir un autre langage. C'est ainsi que l'assemblée générale a décidé la grève illimitée des cours pour faire triompher les revendications suivantes :

1° L'aménagement des locaux, car les salles actuelles sont vétustes et très inconfortables du fait de la chaleur ou du froid.

2° La gratuité des cours pour les capacitaires qui sont contraints d'acheter certains textes imprimés, parce qu'ils travaillent.

3° Que l'internat prévu depuis plus de dix ans déjà voie effectivement le jour. Le projet initial étant d'ailleurs déjà devenu insuffisant en raison du nombre croissant d'étudiants.

4° L'augmentation des effectifs du personnel administratif, car son insuffisance nuit à la bonne marche des études.

Les revendications ainsi posées, les étudiants furent près de 150 à défiler dans les rues de Fort-de-France en scandant des slogans mettant en cause la politique universitaire du colonialisme, tel que : "Nou pa lé université sous-développé"!